

## ALI-FEWZI REBAÏNE

## «Le pouvoir a prouvé son

«L'opposition a mangé son pain blanc, elle a préféré investir dans le court terme mais pas dans le peuple», tonne Ali-Fewzi Rebaïne, le président du parti AHD 54. Il nous reçoit à son très modeste siège situé au centre d'Alger, dans la principale artère de la capitale, qui a malheureusement perdu son lustre d'antan, grouillante de monde : rue Larbi Ben M'hidi. Ali-Fewzi Rebaïne, moustache et cheveux blancs bien taillés, costume-cravate de rigueur, se défait très vite de sa sérénité et de son calme apparent pour laisser exploser ses colères, sa passion de la chose politique dans un français irréprochable. Ce médecin-ophtalmologue de 56 ans a déjà à son «compteur» 25 ans de pratique de lutte politique. Il fait partie ceux qui ont eu à en découdre avec le système du parti unique et dont les noms ne brillent pas par leur anonymat. Ils ont pour noms — entre autres — Saïd Sadi, Ali Yahia Abdenour, Ferhat M'henni, Louisa Hanoune, Mokrane Aït Larbi, Fettouma Ouzegane, Arezki Aït Larbi. Tous avaient été accusés d'«atteinte à la sûreté de l'Etat et d'appel au changement de régime» ! «Liberté et démocratie» étaient leurs revendications.

Aujourd'hui, 30 ans après, c'est toujours leur credo. Toutefois, chacun d'eux emprunte une voie qui lui est sienne et cela met à jour, malheureusement parfois, des antagonismes, des polémiques voire des accusations d'une extrême gravité «balancées publiquement». Ainsi en est-il de la diatribe du député Aït Hamouda (RCD) contre la chef du Parti des travailleurs (PT) et néanmoins députée elle aussi.

Cette génération de militants que l'on désigne sous le vocable de démocrates s'est structurée au sein de partis politiques qui partagent quand même les mêmes valeurs. Ils ont aussi en commun 20 ans d'action politique à «ciel ouvert» dans le cadre du pluralisme post-Octobre

1988. C'est tout ! Car peut-être aussi parce qu'ils se connaissent trop qu'ils ne sont pas parvenus à s'entendre sur une démarche unitaire laissant les subjectivismes voire les intérêts prendre le dessus sur l'idéal commun. Ali-Fewzi Rebaïne ne mâche pas ses mots. Il tire à boulets rouges sur ses anciens camarades de prison, mettant en exergue leurs compromissions avec le pouvoir qu'ils ont combattu ensemble. Visiblement, dans ces débats intra-opposition, il y a beaucoup à dire... «Chacun est libre de faire ses choix.»

«Je connais un certain nombre d'entre eux. Je suis atterré de voir qu'ils ne sont motivés que par la promotion sociale.» «Pourquoi alors avoir fait de la prison. Du temps du parti unique on nous a dit à tous : venez, prenez tout ce que vous voulez.» Elu secrétaire général en 1998, il est reconduit président du parti AHD 54 en 2002, Ali-Fewzi Rebaïne se défend de vouloir s'éterniser à ce poste. Deux fois candidat aux élections présidentielles de 2004 et 2009 (tout comme Louisa Hanoune et Saïd Sadi), il réclame le changement du régime et non du système. Il se plaint fréquemment de l'ostracisme dont les activités de son parti font l'objet de la part des médias lourds notamment l'ENTV. Dans cette sortie médiatique, dans un contexte régional explosif faut-il le rappeler (insurrections populaires dans les pays arabes), le président de Ahd 54, pousse à l'urgence. Il faut vite aller à une «élection présidentielle anticipée, modifier la loi électorale de 2007». Sans complaisance, questions d'actualités nationales et régionales obligent, le président du parti AHD 54 a bien voulu se prêter à une série de questions-réponses et y apporter sa lecture des événements que nous vivons tant au plan interne qu'à l'échelle régionale.

Entretien réalisé par  
Brahim Taouchichté

## Le Soir d'Algérie : Votre sentiment sur ce qui se passe en Libye ?

Ali-Fewzi Rebaïne : Je suis horrifié mais pas surpris. On ne peut pas passer 42 ans au pouvoir et ne pas s'identifier à un souverain absolu. L'assassin Kadhafi dit que c'est lui qui a construit la Libye. Dans les pays où il n'y a pas de liberté et de contre-pouvoir, les despotes ont un dénominateur commun : ils se considèrent comme les tuteurs de leur peuple, des gens éclairés et que les richesses du pays sont leur bien personnel

## Votre lecture des changements en Tunisie et en Égypte ?

Cela me fait penser à deux choses. La première, c'était dans les années 1960. Le processus de décolonisation était porté par les peuples. La deuxième, ce sont les droits de l'homme dans le monde. Les despotes qui ne pouvaient ignorer cette exigence, ont cherché alors à la récupérer (création de commission chargée des droits de l'homme). C'est le cas en Algérie.

## Changement de régime ou révolution ?

Il s'agit d'un soulèvement des peuples. C'est révolutionnaire. Il concerne les gens les plus démunis de la société. Ce sont eux le moteur, le catalyseur sur lequel viennent se greffer les partis politiques et les autres classes sociales. Vous savez, c'est comme une cocotte-minute qui fait sauter le couvercle.

Un pays où il n'y a pas de liberté et de contre-pouvoir, le despote se considère comme le tuteur de son peuple, un éclairé et que les richesses du pays sont son bien personnel.

La société veut en finir avec les despotes, comprendre cette aspiration est fondamental. Observez : personne ne revendique l'Occident, l'Orient ou telle philosophie. La question est ce n'est pas si ce mouvement va tous les emporter. Il faut de la volonté politique de changement qui n'existe pas aujourd'hui au niveau du pouvoir. Le Conseil des ministres prend des mesures qui me font rire et qui dans le même temps me font peur. Peur parce que c'est toujours le peuple qui paie la facture des conséquences des mauvaises



Photo : DR

décisions. Les politiques ne sont pas touchés, pour eux c'est Moretti, les salons, Club des pins... Pareil pour l'opposition. Ce n'est pas moi qui leur ai dit d'opter pour la promotion sociale. C'est un choix qu'ils ont fait. Pourtant, au départ, c'étaient des gens qui n'avaient pas vendu leur âme. Doit-on se contenter de cette opposition, moi je dis non !

Hamrouche, Mehri, Ghazali se posent aussi comme opposants ! Ils n'apporteront rien. L'homme de la rue ne les connaît pas ! Dans ce pays, nous n'avons que des devoirs mais pas de droits, sauf ceux que les tenants du pouvoir veulent bien nous octroyer. J'ai écouté Ould Kablia (ndlr : ministre de l'Intérieur) : c'est quelqu'un du passé. Qu'avons-nous à nous dire si demain on se met l'un en face de l'autre ? C'est un moudjahid qui a fait de bonnes ou mauvaises choses. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet du débat. L'enjeu ce sont les 36 millions d'Algériens. Où veut-il nous mener ce pouvoir ?

Si c'était des gens capables, pourquoi pas. Mais ils ont eu suffisamment de

temps pour montrer leur incompétence. Combien de temps vont-ils encore rester ? Vingt ans ? Cela me fait peur. Aujourd'hui, nous devons aller vers un processus de changement. Demain, cette brèche ouverte par les mouvements populaires dans le monde arabe va se refermer. Je ne m'inscris pas dans le débat Bouteflika, armée, DRS. Cela ne m'intéresse pas. Ce qui m'inquiète c'est de quoi seront faits nos lendemains. Les événements de Tunisie ont montré que ceux qui nous gouvernent appartiennent au passé. Je suis fils de chahid. Mes aïeux se sont sacrifiés pour ce pays, mes grands parents aussi.

Quant à moi, en mon âme et conscience, je me bats sans calcul. Je fais de la politique, je ne suis pas payé par le parti. Je ne profite d'aucun avantage matériel. Je connais un certain nombre d'opposants au régime qui sont venus à la politique pour se faire un nom, pour la promotion sociale. Ils auraient pu faire l'économie de ne pas faire de la prison ! Ils étaient avec Bouteflika comme aujourd'hui Louisa (ndlr : Sadi que Rebaïne ne cite pas). N'est-ce

pas un dénominateur commun ? Pourquoi cette polémique RCD-Parti des travailleurs (PT) ? Je connais bien Louisa, elle n'est pas ce qu'elle dit et l'autre aussi. Elle est libre de choisir son camp et lui le général Toufik.

Cette polémique n'est à l'honneur de personne. C'est pour cela que je dis que l'opposition algérienne a mangé son pain blanc parce qu'elle a investi dans le court terme. Pour ce qui nous concerne nous avons choisi le peuple. Nous sommes à la croisée des chemins et je n'ai pas le sentiment que l'on a conscience des dangers.

La suffisance des tenants du pouvoir m'inquiète au plus au point. Cela fait quinze ans que ça dure. Sans les événements de Tunisie, c'est la voie ouverte à un quatrième mandat, le FLN jusqu'en 2030. Le peuple ne compte pas. Ironie de l'histoire, ceux qui nous ont imposé ce système en sont eux-mêmes des victimes. Qu'ils se bouffent entre eux ! Et si ça tourne mal, ils s'en iront dans un autre pays. Nous, nous n'avons pas de pays de rechange ! Ou bien on développe ce pays ou bien on coulera avec. Il faut vite lancer le processus de changement, le temps presse. Je dis aux décideurs : si vous avez des gens meilleurs que nous, alignez-les et laissez le peuple trancher dans des élections libres et transparentes, supervisées par de observateurs internationaux et garantisiez l'égalité d'accès dans les médias. On parle de huit cents morts en Tunisie et les 200 000 morts chez nous : qui en est comptable ? Cela fait quinze ans que ça dure. Sans les événements de Tunisie c'est le quatrième mandat, le FLN jusqu'en 2030.

## Ahd 54 entend donc faire cavalier seul ?

L'opposition doit être repensée, reconstruite. Les hommes providentiels n'existent plus. Nous sommes un pays de un million et demi de martyrs. Cela veut dire que nous avons une culture de lutte politique.

Ahd 54 n'est pas le parti providentiel. Je revendique l'égalité de chances pour tous les partis. Que l'on aime ou pas ce pouvoir, je dis que nous ne sommes pas des ennemis mais des adversaires. Nous ne sommes pas là pour régler nos comptes, nous avons d'autres préoccupations.